

# Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 09 JUN 2022

# 1114

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

An 2 du M5-RFP

## Dr Choguel

## Kokalla Maïga

## fait le bilan de

## l'an I de la rectification



Mali - France : Quand La France fait la morale au Mali sans se l'appliquer !



Augmentation des prix des hydrocarbures :  
L'amortisseur des subventions minimise la hausse



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**08** Juin  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**611**

Nouveaux cas confirmés

**03**

Nouveaux guéris

**04**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**03** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**03** cas graves en soins intensifs  
**86** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 118**

**Guéris**

**30 264**

**Décès**

**735**

dont 39 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.17



P.25



## / Une /

An 2 du M5-RFP : Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

P.5

## / Brèves /

Douanes : Les enquêtes douanières immobilisent des camions suspectés de fraude

P.12

Communiqué relative au réajustement tarifaire des prix à la pompe

P.12

Œuvres sociales du Président de la Transition : 200 forages en 1 an !

P.13

Diéma : Les enseignants en arrêt de travail

P.13

Examens de fin d'année : Inquiétudes de fuite de sujets !

P.14

Maintien des sanctions contre le Mali : Le PASJ exprime son soutien à la Transition

P.14

## / Actualité /

Augmentation des prix des hydrocarbures : L'amortisseur des subventions minimise la hausse

P.16

Atelier étude pays TASAI 2021 Mali : Coup d'accélérateur au secteur de l'agriculture

P.17

Moulaye Oumar HAIDARA, Président du PDS sur la sortie du Ministre Lamine Seydou Traoré : Prétentieuses élucubrations et fanfaronnades d'un sombre et très insuffisant ministre de l'énergie et des mines

P.18

DAECH intensifie ses actions au Mali : L'armée malienne engage le feu...

P.19

Communiqué de presse de la réunion ordinaire du comité de politique monétaire de la BCEAO tenue le 1er juin 2022 par visioconférence

P.20

## / Politique /

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

P.23

Mali - France : Quand La France fait la morale au Mali sans se l'appliquer !

P.24

« Émission Mali Kura Taasira » de l'ORTM : La ministre Founè Coulibaly dévoile les projets en cours en faveur des femmes et des enfants maliens

P.25

Mali : Comment la France a dû céder la place à la Russie

P.26

## / Culture & société /

Rapport mondial 2022 de l'UNESCO : Promotion des libertés fondamentales et diversité des expressions culturelles

P.28

## / International /

Comprendre la dette guinéenne : Les explications de Mohamed Camara, Économiste Consultant

P.30

Cote d'Ivoire : Adama Bictogo élu président de l'Assemblée Nationale

P.32

Interview exclusive sur NCI/ Blé Goudé à cœur ouvert : « Comment j'ai reçu mon passeport, ce que je pense des Elders de notre politique et de la limite d'âge, mes rapports avec Simone Gbagbo, »

P.33

## / Sport /

MERCATO - PSG : La presse espagnole lâche une énorme révélation sur LUIS CAMPOS !

P.34

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## An 2 du M5-RFP

### Dr Choguel Kokalla

### Maïga fait le bilan de

### l'an I de la rectification

A l'occasion de la commémoration de l'an II du Mouvement du 5 juin- Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) qui s'est tenue le 5 juin dernier au CICB, le président du Comité stratégique, Dr Choguel Kokalla Maïga a exprimé son satisfecit par rapport à l'an I de la rectification.



« Quand vous prenez le contexte dans lequel la rectification a travaillé pendant 1 an, il y a des actes fondateurs, des actes stratégiques de la restauration de la dignité du Mali et l'indépendance de décision de notre État de sa souveraineté. Personne ne peut nier que les maliens ont retrouvé le sentiment de fierté », a souligné le premier ministre.

Au cours de son intervention Dr Choguel Kokalla Maïga a déclaré que deux ans durant le Mali a vécu de ses propres ressources et ce, à la grande surprise de certains. « Cela fait deux ans que notre pays vit de ses propres ressources internes, beaucoup pensait que cela ne serait pas possible en Afrique. Cela fait deux que nous avons équipé notre armée plus que les trente dernières années réunies. Depuis la grande offensive déclenchée le 28 décembre 2021, notre armée a détruit l'essentiel des sanctuaires de groupes terroristes pourtant, c'est les mêmes, il y'a quelques années, on disait qu'ils fuyaient, on disait qu'ils ne pouvaient rien faire, c'est les mêmes hommes, c'est le même pays. C'est le leadership qui a changé. On a eu un chef suprême des armées qui a une claire conscience que le principal outil d'exercice de la souveraineté de l'Etat, c'est les forces armées et de sécurité », a-t-il indiqué.

Pour répondre à ces détracteurs qui soutiennent que l'armée monte en puissance mais au détriment des autres secteurs, il a soutenu que le gouvernement dans son ensemble a diminué le train de vie de l'Etat pour soutenir l'armée à hauteur de soixante-dix millions de FCFA. « Souvent, vous voyez les gens dire que l'armée monte en puissance mais les autres secteurs ça ne va pas, ce n'est pas comme ça. Quand nous avons économisé plus de cent milliards sur le train de vie de l'Etat, 50 milliards ont été donnés pour renforcer l'outil de défense. Plus tard, on a ajouté 20 milliards de FCFA, 70 milliards de FCFA sur le champ. C'est une volonté politique parce que nous sommes conscients, le président de la transition en tête qu'aussi longtemps que nous n'aurons pas changé le rapport des forces sur le terrain, aucune réforme n'est possible », a-t-il laissé entendre.



## Les causes du soulèvement du M5-RFP

Le président du Comité Stratégique du M5-RFP a rappelé que le point départ du soulèvement du M5-RFP a été motivé par la crise électorale. « Il est important de rappeler à chaque instant que c'est le critère de vérité pour ce qui concerne le M5. Qu'est ce qui a motivé le soulèvement ? Le point de départ c'est la crise électorale. Donc, les maliens ont dit : faisons en sorte qu'on minimise les risques de contestations des élections à l'avenir. Conclusion un organe unique et indépendant pour tenir les élections mais c'était l'étincelle mais au fond c'était le désespoir. C'était des milliers de personnes qui mourraient. L'espoir que les maliens perdaient de jour en jour quant au recouvrement de l'intégrité du territoire nationale, quant à l'arrêt des violences donc l'amélioration de la sécurité, deuxième revendication majeure. La troisième, c'est les réformes politiques et institutionnelles reportées depuis 20 ans ; la quatrième, c'est la lutte implacable contre la corruption et l'impunité », a-t-il relaté.

## Rectification de la transition

Cela fait exactement un an que notre pays est entré dans la deuxième phase de la transition. Une deuxième phase qui a commencé quand les colonels qui ont renversé le régime IBK, le 18 août 2020, ont capturé le Président de la transition Bah N'DAW, le Premier ministre Moctar OUANE et le ministre de la Défense, Souleymane Doucouré. Faisant, le bilan de la rectification de la transition, le PM a exprimé son satisfecit et a exhorté les militantes et militants du M5 d'être

fières d'eux. « Quand vous prenez le contexte dans lequel, la rectification a travaillé pendant 1 an, il y a des actes fondateurs, des actes stratégiques de la restauration de la dignité du Mali et l'indépendance de décision de notre État, de sa souveraineté. Personne ne peut nier que les maliens ont retrouvé le sentiment de fierté. De la risée du monde, il y a quelques années, certains se moquaient de notre armée, aujourd'hui tout le monde parle de la montée en puissance de l'armée. Quand vous prenez les objectifs de départ et ce qui a été accompli en 1 an, je pense que les militantes et militants du M5-RFP doivent être fiers des résultats obtenus mais cela ne pouvait pas se voir avec le M5 seule. », a-t-il précisé. Aussi, il a souligné que cela ne pouvait être possible sans l'accompagnement des membres du CNT. « Le M5-RFP a eu un partenaire fiable, ceux qui ont agi, ont parlé, ont décidé au nom des forces armées et

de sécurité je veux dire le président de la transition et ces compagnons. Le M5-RFP ne pouvait pas réussir seul, sans l'accompagnement du Conseil National de Transition avec à sa tête le colonel Malick Diaw notre tâche aurait été impossible », a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, il a lancé un appel aux forces politiques et sociales du pays à l'union sacrée autour du Mali. « Je voudrais donc à l'occasion de ce deuxième anniversaire du M5-RFP lancer un appel à toutes les forces politiques et sociales quel que soit ce qui nous a opposé avant le 18 août, nous sommes des maliens qu'on se retrouve pour sauver l'essentiel. Aujourd'hui, je pense que personne ne discute le fait que la transition ne peut plus se ramener seulement aux élections. Il faut faire les réformes, il faut que l'armée sécurise tout le pays. Il faut que la lutte contre la corruption et l'impunité atteignent un point de non-retour. À partir de ce moment, je pense que grand-chose ne nous divise plus sauf des problèmes personnels et nous devons mettre le Mali au-dessus », a-t-il souhaité.

« Je voudrais saisir cette occasion pour saluer la société civile malienne. Cette transition n'aurait pas réussi, les réformes n'auraient pas réussi si la société civile dans toutes ces composantes n'avait pas décidé de soutenir la transition », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra



## ■ Jeune Afrique



#Maroc : À l'occasion de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar, un accord de coopération a été signé entre le pays hôte et le Maroc, qui prévoit l'envoi de plusieurs milliers d'agents pour participer à la couverture sécuritaire de l'événement.  
<http://ow.ly/8T4150Jsje>



## ■ Jeune Afrique



LE PORTRAIT ÉCO DE LA SEMAINE. Association avec le leader mondial du courtage Marsh, acquisition de 80 % d'Axa Assistance Maroc... En quelques années, Mehdi Tazi a réussi à construire un groupe de référence dans le courtage et l'assistance. Désormais, l'ancien PDG de Saham Assurance se donne pour objectif de devenir le leader panafricain dans cinq ans.



## ■ Wakat Séra



La Centrale d'Approvisionnement en Intrants et Matériels Agricoles (CAIMA) s'est rendue, le mardi 7 juin 2022, chez le Premier ministre burkinabè pour lui exposer les difficultés auxquelles elle fait face dans son fonctionnement et trouver comment disponibiliser l'engrais à un prix abordable dans un contexte de crise mondiale.



## ■ Ammy Baba Cisse



La Turquie, la Russie et l'Ukraine cherchent à trouver un moyen de faire exporter les céréales. L'Ukraine a miné les axes que doivent emprunter les bateaux pour empêcher à la Russie d'envahir le port d'ODHESSA

## ■ FIGARO DU MALI



Déjà des morts avant même la manifestation !!  
 Le bus qui transportait des jeunes venant de Tamba pour participer à la manifestation s'est renversé sur la chaussée. Bilan : 11 personnes décédées sur le coup et une dizaine de blessés graves.  
 L'accident s'est produit à l'entrée de Kaffrine.  
 Source : Le monde a Dakar  
 Nous y reviendrons.



"Je rassure le Peuple Malien que tant que je resterai Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, je veillerai avec fermeté sur les valeurs et les traditions du Mali !

Je défendrai la Femme Malienne contre toutes formes de violences et je me battrai à tout prix pour la justice aux Femmes !

Pour celles et ceux qui me connaissent, cela a toujours été mon engagement personnel, depuis que j'étais au lycée.

Je continuerai ce noble combat, ce pourquoi j'ai accepté de prendre cette lourde responsabilité dans le Gouvernement, non pas pendant ma mission de Ministre, mais jusqu'à la fin de ma vie, INCH'ALLAH!"  
Mme Wadidie Founè COULIBALY



## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP, a eu une séance de travail le mardi 7 juin 2022, avec une délégation russe de l'Association de Coopération Économique avec les Pays Africains, conduite par son Directeur M. Andreï Albeshchenko.

Cette Association constitue la crème des grandes entreprises russes spécialisées dans les différents secteurs de l'économie.

S'inscrivant dans le prolongement de la visite de travail de haut niveau effectuée à Moscou du 17 au 22 mai 2022, la présente rencontre a enregistré la présence de six membres du Gouvernement ainsi que de l'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali.

Les échanges étaient essentiellement focalisés sur le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les deux pays, notamment, en matière d'approvisionnement du Mali en produits de première nécessité ainsi que de la réalisation d'infrastructures de développement.

Eu égard à l'importance de ces projets voulus par les plus hautes Autorités du Mali, les discussions se poursuivront au niveau technique en vue de leur concrétisation rapide.

La rencontre a été couronnée par la signature du Mémoire d'Entente sur la coopération entre l'Association russe pour la Coopération



Economique avec les Pays Africains et le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali.

Bureau de l'information et de la presse/MAECI



## ■ Sambou Sissoko



L'argent investi dans l'inauguration d'un "forage Assimi" peut en construire un autre. Au lieu de 200 ça devrait être 400.

## ■ L'ami du peuple



Après Gao, Soumeylou Boubeye Maïga poursuit son enseignement supérieur au Lycée de Badalabougou et obtient son baccalauréat en Lettres Classiques. En 1974, lorsqu'il est en Terminale, il commence à exercer sa passion pour la plume à travers un journal écrit à la main qu'il nomme «Acropole Matin». La nuit, quand tout le monde partait, il accrochait ce journal au mur et signait ses articles : «Le Tigre de Badala».

« C'était un journal écrit à la main. Quand on revenait du weekend, chacun allait s'attrouper pour lire ce qu'il avait écrit », se rappelle l'un de ses anciens camarades de classe.

Après le lycée, Soumeylou obtient une bourse et choisit d'aller d'étudier le journalisme à Dakar au CESTI - Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information -, l'une des écoles de journalisme les plus réputées en Afrique francophone.

« Je garde de lui le souvenir d'un étudiant intelligent, perspicace et précoce, d'une remarquable finesse d'esprit et déjà d'une surprenante maturité dans la perception des problèmes africains, singulièrement de ceux du Mali », témoigne l'un de ses professeurs du CESTI.

Il obtiendra également un DESS en diplomatie et administration des organisations internationales à l'Université de Paris-Sud et un Diplôme de relations économiques internationales à l'Institut d'administration de Paris.

#SBM68

\*Photo prise lors de sa remise de diplôme en France.

\*\*Source citations des camarades de classes et professeur : Bou-bacar Diallo, Journal du Mali.





## ■ Basta Sanogo



08 JUIN 1954-08 JUIN 2022.

Tu aurais eu 68 ans aujourd'hui. Tu as 68 ans aujourd'hui.

Il est encore difficile de t'imaginer mort.

Il est encore plus difficile de nous habituer à son absence.

Que Dieu te fasse miséricorde et t'accueille parmi les Bienheureux.

Nous prions pour le repos de ton âme.



## ■ Courrier international



Le 6 juin, une plainte a été déposée en Californie contre le studio hollywoodien. Il est ac-

cusé d'avoir poursuivi la production de "Top Gun : Maverick" alors qu'il n'avait plus les droits sur l'histoire qui a inspiré les aventures du personnage joué par Tom Cruise.



## ■ Casimir Sangala



Le Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle lors de son intervention ce matin au Palais des Nations à Genève : adresse du Mali.



## ■ Ibrahima Boubacar Yoro Maiga



La CEDEAO n'a jamais exigé un PM au Mali, elle demande un chronogramme détaillé et acceptable.

Mais le dernier mot revient aux autorités maliennes pour la levée des sanctions.

## ■ Gouvernement du Mali



Rencontre bilatérale Mali-Russie : renforcer la coopération économique et commerciale.

Le ministre de l'Économie et des Finances M. Alousseni SANOU a présidé, le mardi 07 juin 2022 dans l'après-midi, une réunion de travail entre des membres du gouvernement et une délégation russe conduite par le représentant de l'association pour la coopération Economique avec les pays africains M. Andrei Albecht-Chenko, en visite au Mali pour quelques jours, suite à la mission gouvernementale qui s'était rendue en Russie le mois dernier.

Cette rencontre a donc servi de cadre d'échanges sur les modalités pratiques de mise en œuvre des projets communs dans le cadre du renforcement de la coopération sur les plans économique et commerciale.

Des conseillers techniques de plusieurs départements ministériels ainsi que Le directeur général de la CMDT et de l'OPAM ont également participé à cette rencontre.



## ■ Moussa Yoro Diallo



CNJ-MALI : Le Collectif pour l'Unicité de la Jeunesse et les réformes du CNJ-MALI a été reçu ce mardi par M. Habib Dakouo Président du Comité Exécutif National du CNJ-MALI, au siège de la faïtière sis à Sotuba ACI. Le Collectif dirigé par le camarade Sekou Diallo commissaire aux comptes du bureau du comité exécutif, était porteur d'un message sans ambiguïté il s'agit de :

- Promouvoir l'autonomisation de la Jeunesse Malienne ;
- prôner l'unité dans la diversité de la Jeunesse Malienne ( CNJ-MALI) ;
- participer aux réformes des textes fondamentaux de la Jeunesse Malienne à travers le ministère de la Jeunesse et du CNJ-MALI ;
- Mettre un accent particulier sur l'éducation et la formation de la Jeunesse Malienne.

L'épanouissement, l'employabilité et la réinsertion socioprofessionnelle de la Jeunesse Malienne est notre combat.

Unis, nous bâtissons le Mali !!

Vive les bâtisseurs !!



## ■ Abdoul MBAYE



Un jour les juges du Conseil constitutionnel devront expliquer au peuple pourquoi on peut séparer liste des titulaires et liste des suppléants, mais aussi retenir que la présence d'un candidat sur les 2 listes rend irrecevable la première et non la seconde.

## ■ Housseyn Ag Issa



#Mali #Tombouctou Deux militaires ont été tués et cinq autres blessés lors d'une attaque tôt ce matin à un poste de contrôle de l'armée malienne à Tombouctou (sortie #Taoudeni).

## ■ Emmanuel Macron



Officiel du gouvernement - France  
Devoir racheter un chargeur pour son nouveau téléphone est une aberration pour l'écologie et le pouvoir d'achat. Ceci est une révolution : dès 2024, grâce à l'accord de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne avec le Parlement européen, le chargeur sera unique !

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampile@gmail.com

Site : www.malikile.com



Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière  
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

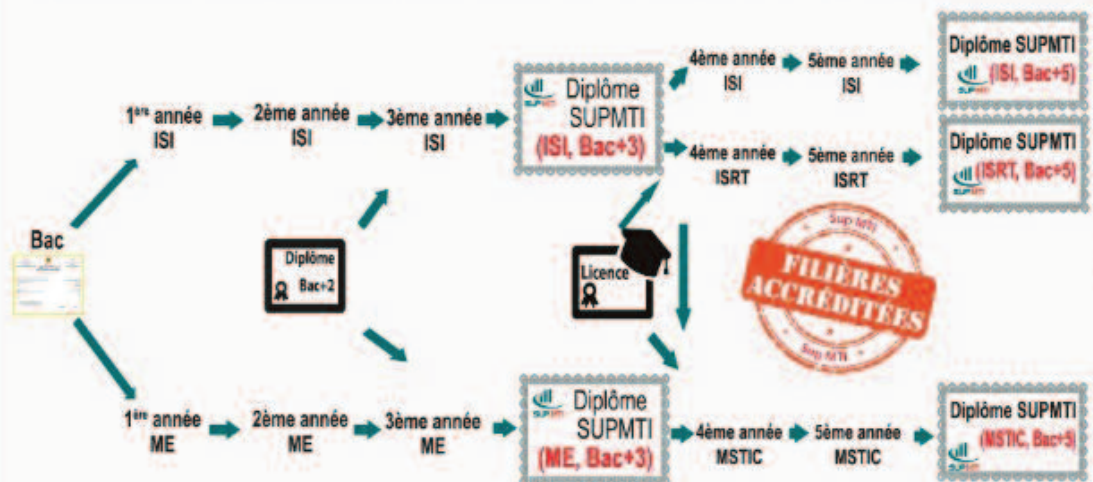
**ÉCOLE DE MANAGEMENT**

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

**ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS**

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE  
 PAR LA FORCE  
 DU GROUPE  
 DES ÉCOLES  
**SUP MTI**



**Diplômes Bac+3 et Bac+5**

Partenaires :



UNIVERSITÉ DE LORRAINE



Certificats Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



Maroc



Côte d'Ivoire



Sénégal



Congo Brazzaville



Togo



Gabon



Niger

**SUP MTI BENI MELLAL**

**Contacteur au Mali**

Boulevard Hassan II,  
 Quartier Al Adarissa  
 (au-dessus du café voltaire)  
 (+212) 612 993 056

(+212) 5 23 42 22 33/34  
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma  
 @supmtibm  
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting  
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10  
 +223 698883 05/82017575

mdoumbia1@yahoo.fr

**Douanes : Les enquêtes douanières immobilisent des camions suspectés de fraude**



**La vigilance des agents des douanes chargés du renseignement et des enquêtes a donné, une fois encore, des fruits : 14 camions suspectés de fraude sont conduits dans la cour des Douanes dans la nuit du samedi au dimanche dernier.**

**D**e source proche de la Direction du Renseignement et des Enquêtes douanières, une vaste opération de recherche de plus d'une dizaine de camions contenant des produits alimentaires notamment de l'huile végétale avait été engagée dans la région de Sikasso.

« Depuis quelques jours, les services des douanes ont planifié cette opération dans la plus grande discrétion. Des informations circulant sur les réseaux sociaux ont failli perturber le plan de l'opération. Mais, du fait de la vigilance des agents, tous les camions recherchés sont interceptés sur la route de Zégoua » a expliqué un douanier sous couvert de l'anonymat.

En effet, cette information avait fait le tour des réseaux sociaux alors même que les cargaisons suspectes étaient déjà dans le viseur des Enquêtes douanières avant même leur arrivée à la frontière.

Les camions au nombre de 14 sont effectivement arrivés à Bamako sous bonne escorte de la mission dépêchée sur le versant ivoirien. Lesdits camions sont stationnés dans les locaux de la Douane à Faladié pour vérifier la suspicion de fraude d'huile végétale qui pèse sur eux.

A travers cette opération complexe menée par les Douanes maliennes, on a la preuve que les autorités de la Transition sont décidées à assainir l'environnement économique national malgré les difficultés liées à l'embargo et la crise pétrolière internationale déclenchée par la guerre

**Communiqué relative au réajustement tarifaire des prix à la pompe**



**S**uite à plusieurs facteurs exogènes ayant eu pour conséquence la hausse des cours des produits pétroliers sur le plan international, le gouvernement du Mali a décidé de procéder à un réajustement tarifaire des prix à la pompe.

Ainsi à compter mercredi 08 juin 2022 à 00 H, le litre de supercarburant passe de 762 à 811 F CFA et celui du Gasoil passe de 760 à 809 F CFA. Il convient de noter que malgré cette hausse, le Gouvernement continue de subventionner le supercarburant et le gasoil dont les prix de revient non subventionnés devraient être arrêtés respectivement à 1024 F CFA et à 1039 F CFA le litre à la pompe.

L'estimation des pertes de recettes relatives aux hydrocarbures pour l'Etat au titre de l'année 2022 était de l'ordre d'environ 87 milliards de F CFA. Avec cette tendance haussière actuelle, elles sont projetées à environ 215 milliards de francs CFA au 31 décembre 2022.

Face à la persistance de cette situation, qui engendre une raréfaction et un renchérissement des produits pétroliers, le Gouvernement appelle les consommateurs à adopter des gestes et comportements permettant de faire des économies d'énergie pour aider à la maîtrise des besoins. Le gouvernement salue les partenaires pour leur engagement et rassure les consommateurs que tout sera mis en œuvre pour amortir l'impact de la flambée des cours mondiaux sur leur pouvoir d'achat.

Bamako, le 07 juin 2022

Le Directeur Général de l'ONAP

M. Modibo Gouro DIALL

russo-ukrainienne.

Selon des sources bien introduites, le DG des Douanes Amadou Konaté a personnellement suivi de très près le déroulement des opérations d'interception et de conduite à Bamako des 14 camions suspects.

À ajouter qu'au-delà des 13 camions ayant fait l'objet de commentaires sur les réseaux sociaux, précise-t-on, l'opération de ciblage concerne une vingtaine de camions dont 14 sont déjà interceptés, 3 à la frontière et le reste attendu dès le franchissement de la frontière.

Affaire à suivre ...

Source : L'Informateur

## Œuvres sociales du Président de la Transition : 200 forages en 1 an !



Investi président de la Transition le 07 juin 2021, le Colonel Assimi Goïta a vite renoncé aux deux tiers de son fonds de souveraineté s'élevant à 150 millions de FCFA par mois pour l'investir dans des œuvres sociales afin d'atténuer les conditions de vie pénibles de certaines populations. Joignant l'acte à la parole, il chargea le Colonel Assan Badiallo Touré de mener à bien le projet. Conseillère spéciale du président, l'émissaire de par son assiduité, a pu totaliser, le lundi 06 juin 2022, 199 forages repartis de par le vaste pays. A ceux-ci est donc venu s'ajouter le 200ème forage inauguré le mardi 07 juin 2022 à l'École de la République à Bagadadji.

Quelques jours avant, jeudi 02 juin 2022, toujours dans le cadre de la solidarité et du développement social, le Colonel Assan Badiallo Touré avait procédé au groupe scolaire de Boulkassoumbougou à la remise de 36 forages aux écoles du District de Bamako, Rives Gauche et Droite.

En inaugurant ces forages au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, le Colonel Assan Badiallo Touré a affirmé la ferme volonté du chef de l'Etat d'atténuer les souffrances des Maliens, surtout les plus vulnérables. C'était en présence de la ministre de l'Education Nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane qui, lors de son intervention, s'est réjouie de cet acte citoyen. Elle affirma n'être point surprise du fait que le Colonel Assimi Goïta soit fidèle à son programme d'œuvres sociales. Elle dira ensuite que le développement du secteur de l'Education demeure l'une des priorités du chef de l'Etat, d'où ce geste qui est venu s'ajouter au lancement du projet de réhabilitation de 2000 salles de classe dans toutes les académies d'enseignement du Mali. Aussi a-t-elle rappelé la nécessité d'entretenir constamment cet équipement. La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs personnalités dont la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Réformes politiques et institutionnelles, Mme Fatoumata Seckou Dicko, des directeurs nationaux de l'Education et du Gouverneur du District de Bamako.

Peu de temps après, le 06 juin 2022, le Colonel Assan Badiallo Touré et son équipe ont totalisé 199 forages. Ce sont les écoles de Kati Faraday ; Kati N'Toubana ; Kati Sananfara, 1er cycle ; le complexe scolaire Baba

## Diéma : Les enseignants en arrêt de travail



Dans le cercle de Diéma, les écoles resteront fermées jusqu'à la satisfaction des doléances syndicales. Le comité local du Syndicat des Professeurs de l'Enseignement Secondaire des Collectivités (SYPESCO) a décidé, depuis le mardi 7 juin, d'un arrêt de travail.

Les écoles sont et restent paralysées dans tout le cercle de Diéma », annonce le syndicaliste Mama Mallé. À entendre le secrétaire général du SYPESCO de Diéma, cet arrêt de travail « est dû à la négligence des autorités chargées de satisfaire les revendications portées par les enseignants ». Dans un communiqué rendu public, les syndicalistes déclarent que cet arrêt de travail intervient suite à la négligence dans le traitement de leurs différents rappels, après plusieurs démarches entreprises auprès des autorités (académie de Nioro, conseil de cercle et le budget régional de Kayes). Sur la question, le syndicaliste Mallé soutient : « Nous avons décidé cet arrêt de travail parce que nous avons réclamé en vain le paiement de nos arriérés et la titularisation des enseignants. Nous peinons à être mis dans nos droits, malgré toutes les démarches entreprises auprès des autorités responsables ». Alors que les enseignants d'autres localités ont presque eu gain de cause dans leurs revendications, le secrétaire général et ses militants soulignent avoir lutté, sans suite. « Aussi, notre arrêt de travail se justifie par le paiement des mêmes rappels dans les académies d'enseignement de Kita et de Kayes, alors que l'académie d'enseignement de Nioro, censé coiffer celui de Diéma, relève du même budget régional que ces deux académies », lit-on dans le communiqué. En attendant la prise en compte de leurs griefs, le SYPESCO et ses militants promettent de poursuivre le mouvement de grève ayant débuté mardi 7 juin jusqu'au paiement intégral de leurs rappels.

Mamadou Diarra / Source : LE PAYS

SY de Baguinéda et l'école des sourds-muets Jigiya kalanso de Sogoiniko qui ont été équipées de forages.

A cela est venu s'ajouter le 200ème forage inauguré le mardi 07 juin courant, à l'école de la République par le chef de l'Etat lui-même. « L'eau, source de vie », a été saluée par les bénéficiaires qui ont vivement remercié le donateur qu'est le chef de l'Etat.

Moussa Camara / Source : Ziré

## Examens de fin d'année : Inquiétudes de fuite de sujets !



Alors que les examens de fin d'année scolaire approchent à grands pas, certains candidats craignent déjà des perturbations souvent dues aux fuites de sujets. Ce, malgré la confiance en eux-mêmes.

**D**epuis quelques temps, le Ministère de l'Éducation Nationale a fixé les dates des examens des enseignements fondamental, normal, secondaire général, technique et professionnel au titre de l'année scolaire 2021-2022 sur tout l'étendu du territoire.

Les épreuves du Diplôme d'études fondamentales (DEF) se dérouleront du 27 au 29 juin 2022 et les épreuves de l'Education physique et sport (EPS) sont prévues pour le 6 juin. Le CAP, il se déroulera du 20 au 23 juin 2022 et le Brevet de technicien (BT) du 4 au 7 juillet 2022 et le baccalauréat, il est prévu du 18 au 21 juillet 2022, avec les BAC technique et professionnel annoncé du 14 au 15 juillet 2022.

Les examens de l'Institut de Formation des Maîtres (IFM) sont prévus du 18 au 22 juillet 2022 et les BT santé et agro-pastoral respectivement du 25 au 29 juillet 2022 et du lundi 1er au vendredi 5 août 2022.

« Une année d'espoir », se rassure Oumou Sissoko, candidat au DEF : « Je suis à ma deuxième tentative cette année. Je suis sûr que nous aurons cet examen car nous avons fait moins de grève, nous avons pu terminer nos programmes jusqu'à ce que maintenant nous ne faisons que des révisions ».

Quant à Mariam Nantoumé, candidat au Bac en science exacte, « Le Ministère et les Académies doivent faire en sorte qu'il n'y ait pas fuite de sujets ». « Cette année, nous allons tenter tout pour décrocher le BAC. Mon état esprit est seulement apprendre mes leçons et faire beaucoup d'exercices. Les grèves n'ont pas été abondantes cette année. Tout les candidats peuvent faire quelques », rassure-t-elle.

Pour Mahamadou Moctar Ahamed, Enseignant, les examens de cette année vont se dérouler dans les normes car toutes les dispositions sont en train d'être mises en place pour que les sujets ne fassent pas de fuites. « Aussi, nous avons pu écouler le programme de l'année, des dispositions sont prises contre les enseignants qui aident les élèves lors des examens », informe-t-il.

Dans ses conseils, Mme Aminata Touré, parent d'élèves, estime que la réussite d'un examen vient de la bonne préparation en apprenant les leçons, faire des exercices et éviter la fraude.

Hawa Traoré / Source : Le Soft

## Maintien des sanctions contre le Mali : Le PASJ exprime son soutien à la Transition



A la suite du sommet extraordinaire de la conférence des chefs de l'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, tenu le 04 juin 2022, à Accra (Ghana), l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la juste (Adema-Pasj) a fait une déclaration, lundi 6 juin, pour soutenir la transition au Mali.

**D**ans la déclaration, le Pasj dit avoir pris acte des conclusions du sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et salue l'esprit qui y a prévalu, à savoir l'esprit d'ouverture des chefs d'Etat et leur volonté d'aller vers une solution négociée avec le Mali. A en croire la déclaration de l'Adema-Pasj, les conclusions de ce dernier sommet sont très loin des espoirs et attentes des populations meurtries du Mali.

« L'Adema-Pasj encourage les autorités de la transition du Mali à maintenir la dynamique ainsi amorcée à Accra et salue la volonté manifeste des parties de poursuivre les négociations pour une sortie définitive de cette impasse dans laquelle notre pays, en particulier, et la sous-région en général sont plongés depuis des mois », lit-on dans la déclaration. L'Adema-Pasj, dans sa déclaration, n'a pas manqué de solliciter toutes les parties prenantes, à savoir la CEDEAO, les autorités du Mali et toutes autres personnes impliquées à engager de réelles négociations en vue d'accélérer la cadence des actions nécessaires au retour rapide à l'ordre constitutionnel et à écouter davantage les souhaits de la majorité silencieuse des citoyens maliens.

Un appel a aussi été lancé au président de la Transition du Mali afin qu'il crée toutes les conditions pour une sortie de crise rapide et à ne privilégier que l'intérêt supérieur des Maliens dans un environnement national et international de plus en plus précaire et fragile.

Enfin, l'Adema-Pasj a vivement félicité tous les médiateurs impliqués dans le dossier du Mali, en l'occurrence les présidents Goodluck Ebete Jonathan, ancien président du Nigéria, et Faure Gnassingbé, président du Togo, pour leur engagement et les encourage à persévérer dans leurs efforts conjugués.

Notons qu'après le sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO, le Président de la Transition du Mali a pris la décision de proroger la durée de la transition de 24 mois, à compter du 26 mars 2022.

Tioumbè Adeline Tolofoudié / Source : LE PAYS



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# La vérité sur la prestation de serment et déclaration de biens du Président reconduit

« Il n'y a pas de serment spécifique pour le président de l'OCLEI. Celui-ci est choisi parmi les membres de l'OCLEI. Moumouni GUINDO a prêté le serment de membre de l'OCLEI le 1er juin 2017. En tant que magistrat désigné par le président de la République, il fait partie des membres dont le mandat est reconduit d'office. Comme les cinq autres membres reconduits d'office, il n'a pas à renouveler son serment, celui de 2017 étant valable pour toute la durée des fonctions de membre. Comme il n'y a pas de serment spécifique au président, le renouvellement de son mandat ne l'oblige pas à prêter un serment (qui n'est pas prévu par les textes en vigueur).

Selon les textes maliens, la déclaration de biens est confidentielle. Par conséquent, publier une déclaration de biens est un manquement aux textes en vigueur ».

# Augmentation des prix des hydrocarbures : L'amortisseur des subventions minimise la hausse



**A** la suite de plusieurs facteurs exogènes ayant eu pour conséquence la hausse des cours des produits pétroliers sur le plan international, le gouvernement du Mali a décidé de procéder à un réajustement tarifaire des prix à la pompe. Ainsi à compter mercredi 08 juin 2022 à 00 H, le litre de supercarburant passe de 762 à 811 F CFA et celui du Gas-oil passe de 760 à 809 F CFA. Il en est de même pour le prix du gaz butane qui connaît lui-aussi une augmentation.

Et depuis l'annonce de cette mesure, des interprétations tendancieuses vont bon train ! C'est certes une épreuve de plus pour les Maliens qui ne savent plus à quel saint de fier pour la simple raison que les effets de l'embargo de la CEDEAO sur le pays leur pèsent déjà depuis le 9 janvier dernier, mais de là à vouloir faire de la souffrance des Maliens un fonds de commerce, voilà un pas que certains n'ont pas hésité à franchir !

Ils chantent partout déjà que les autorités de

la Transition sont à bout de souffle, que les caisses de l'Etat sont vides et que les Maliens sont désormais abandonnés à eux-mêmes, faute de moyens pour subventionner les produits de première nécessité... Ils oublient cependant de souligner que malgré cette hausse, le Gouvernement continue de subventionner le supercarburant et le gas-oil, sans quoi les prix de revient non-subsidés devraient être arrêtés respectivement à 1024 F CFA et à 1039 F CFA le litre à la pompe.

En effet, selon l'Office National des Produits Pétroliers du Mali, l'estimation des pertes de recettes relatives aux hydrocarbures pour l'Etat au titre de l'année 2022 était de l'ordre d'environ 87 milliards de F CFA. Mais avec cette tendance haussière actuelle, elles sont projetées à environ 215 milliards de francs CFA au 31 décembre 2022, soit près de 130 milliards de FCFA de plus... Un effort mahuose donc pour le confort des Maliens !

Aussi, face à la persistance de cette situation,

qui engendre une raréfaction et un renchérissement des produits pétroliers, le Gouvernement appelle les consommateurs à adopter des gestes et comportements permettant de faire des économies d'énergie pour aider à la maîtrise des besoins. Le gouvernement salue par ailleurs les partenaires pour leur engagement et rassure les consommateurs que tout sera mis en œuvre pour amortir l'impact de la flambée des cours mondiaux sur leur pouvoir d'achat.

Et il en a déjà donné la preuve, l'estimation des pertes de recettes relatives aux hydrocarbures pour l'Etat au titre de l'année 2022 passant de l'ordre d'environ 87 milliards de F CFA à environ 215 milliards de FCFA au 31 décembre 2022, soit près de 130 milliards de FCFA de plus d'efforts à consentir !

■ Yama DIALLO



# Atelier étude pays TASAI 2021 Mali : Coup d'accélérateur au secteur de l'agriculture

Encourager les gouvernements africains et d'autres acteurs de l'industrie semencière à créer et à maintenir les environnements propices permettant d'accélérer le développement d'un système semencier dynamique par le secteur privé, tel était l'objectif recherché de TASAI qui est une unité de recherche sur l'industrie semencière. La cérémonie d'ouverture de l'atelier étude Pays TASAI 2021 Mali, a été présidée, le mardi 7 juin 2022, par le ministre du Développement Rural, Modibo Keita.

**A**ux dires du responsable, Pays Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) l'organisation intervient au niveau du Mali en appui au gouvernement et au système agricole depuis 2007. AGRA a contribué à la formation de 7 cadres et 33 cadres lors de notre intervention dans le cadre du partenariat pour l'agriculture inclusive au Mali. « **Nous avons travaillé avec le gouvernement que nous avons appuyé dans certains domaines, notamment dans l'amélioration du PIATA II. Nous avons travaillé aussi avec l'Institut d'Économie Rurale et avec la direction nationale de l'agriculture en apportant un appui dans le cadre de la diffusion de semences certifiées à haut potentiel. AGRA a contribué également à lever cette contrainte que connaît le gouvernement malien en ce qui concerne l'encadrement agricole, et nous avons pu former autour de 346 conseillers communautaires. Avec le département rural, nous avons l'ambition de voir**

**comment prendre en compte ces 346 conseillers communautaires** » a-t-il fait savoir.

En prenant la parole, le ministre du Développement Rural, Modibo Keita a laissé entendre que cette rencontre a pour objectif d'échanger sur les conclusions de l'étude sur le Mali, réalisée récemment sur l'indice d'accès aux semences en Afrique (TASAI). Les recherches de TASAI fournissent au secteur semencier 20 indicateurs regroupés en cinq catégories qui se répartissent comme suit : la recherche du développement, la compétitivité de l'industrie semencière, les politiques et réglementations, les soutiens institutionnels et les services aux petits agriculteurs.

La 3ème étude menée par TASAI au Mali est l'œuvre de Dr Sokono Dagnoko, un expert en industrie semencière au Mali. Le gouvernement du Mali reste conscient du rôle que peut jouer un système semencier dynamique dans le développement de notre sous-secteur agricole. Environ 80% de la population vit dans le

monde rural où il tire l'essentiel de leurs revenus. Le secteur de l'agriculture contribue également à environ 40% du PIB. Le plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA) fait de ce secteur le moteur de l'économie malienne. Il est de notoriété que les pays dotés du système financier dynamique et solide sont ceux qui enregistrent les meilleures performances en matière de production agricole. « Les statistiques de la FAO par rapport aux rendements comme suit : le rendement moyen de maïs en Egypte est d'environ 7,6 tonnes à l'hectare qui représente 3 fois le rendement moyen de maïs au Mali, qui est d'environ 2,7 tonnes à l'hectare. « **La performance actuelle du système financier malien reste encore faible. Toute fois l'étude TASAI montre que le Mali dispose d'une quantité d'amélioration de son système. Au Kenya, en Zambie et en Zimbabwe plus de 70% des agriculteurs utilisent des semences de maïs certifiées. Ce résultat n'est pas fortuit, car il est issu d'une politique volontariste de ceux-ci à assoir un environnement propice à la prospérité de l'industrie des semences en créant une synergie entre les différents acteurs de la filière des semences** », a-t-il révélé.

Cette importante rencontre a enregistré la présence du directeur national de l'Agriculture, du président de l'association semencière du Mali, du représentant de l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA), du chef de laboratoire de semence du Mali, de l'officier de liaison pour l'Afrique de l'Ouest de l'Indice d'accès aux semences en Afrique TASAI, des chefs d'entreprises semencières et producteurs de semences au Mali et d'autres acteurs de la filière semencière du Mali.

■ Ibrahim Sanogo



# Moulaye Oumar HAIDARA, Président du PDS sur la sortie du Ministre Lamine Seydou Traoré : Prétentieuses élucubrations et fanfaronnades d'un sombre et très insuffisant ministre de l'énergie et des mines



**L**es Maliens ont tremblé de stupeur, de désolation lorsque, dans sa hargne d'autocomplaisance, le ministre des mines et de l'Énergie n'a pas manqué de s'autoflageller, en déclarant subrepticement sur les ondes de l'ORTM, que l'état des lieux de l'EDM laisse apparaître une "absence d'investissement dans ce secteur pendant les 20 dernières années"

En effet, l'ignorance et la méconnaissance de l'histoire des départements en charge des mines et de l'énergie sont criardes. L'administration est une continuité et le zapping par Monsieur le ministre de la période même qui a vu la croissance de la qualité et de la couverture nationale du secteur de l'énergie est un nihilisme qui frise le ridicule.

Monsieur le ministre aurait dû tout simplement réviser les archives, les dossiers ainsi que les politiques énergétiques et minières édictées et mises en œuvre par ATT, dans la continuité de ses prédécesseurs et dans l'amélioration et l'adaptation constantes aux besoins des populations.

Fort heureusement et de façon factuelle, chiffres et statistiques en main, Monsieur Madani Tall à mis les pendules à l'heure. De sa tombe, ATT et tous les acteurs qui se sont échinés à

la tâches leur sont reconnaissants. Tenez donc :

Les mémoires vivantes de EDM sa, sous le magistère du Président Amadou Toumani TOURÉ se souviennent de l'état de cette structure avant ATT. Sitôt aux affaires il est vérifiable et incontestable que le président ATT et ses divers ministres en charge du secteur ont obtenu les résultats ci après en seulement six ans :

1. la reprise totale de la centrale de Darsalam (36 MW),
2. la reprise de la centrale de Balingué (24 MW),
3. l'Interconnexion Mali- Cote-d'ivoire (50 MW),
4. l'Interconnexion de Kénié (27 MW),
5. le financement de Gouina et de l'Interconnexion via Bougouni,
6. l'apport de l'AMADER,
7. les 376 km de ligne à haute tension 225V, colonne vertébrale de l'électricité au Mali,
8. les 398km Sikasso-Bougouni-Bamako, déjà financés depuis 2012, mais que les différents régimes successifs, peinent à réaliser.
9. Entre 2002 et 2011, ATT a fait passer la couverture urbaine de 10% à 55% et la couverture rurale de 1% à 17%.
10. La dette de EDM ne dépassait pas 25 mil-

liards avant le coup d'Etat de 2012. Elle a atteint 300 milliards en 2022.

11. la couverture nationale en eau potable a atteint 73% en 2012.

J'en appelle à tous ceux qui ont œuvré dans le secteur, comme un seul homme, à apporter les preuves irréfutables contre cette sortie malencontreuse et falsificatrice de l'histoire, pour la mémoire d'ATT, pour le Mali.

C'est le cœur serré pour tous ces Maliens qui ont bénéficié de cette "PRESENCE d'investissements" ces 20 dernières années" que je conclus en disant que le PDES, bien que soutenant la philosophie du Mali koura, demande au jeune ministre d'avoir le triomphe modeste en se gardant de glisser dans une falsification de l'histoire qui ternit les objectifs du Malikoura, parce que tentant vainement d'obscurcir les choses et rendre vains les résultats tangibles engrangés et les soulagements des consommateurs ressentis sous la patriote gouvernance d'ATT et ses équipes.

Pour la mémoire d'ATT  
Pour l'honneur du Mali

Le président du PDES  
Moulaye Oumar HAIDARA

## DAECH intensifie ses actions au Mali : L'armée malienne engage le feu...

Les combats ont duré plusieurs heures dimanche à Anderamboukane et à Tadjalalt, base de l'EIGS se trouvant à une vingtaine de kilomètres plus à l'ouest. Il y a eu plusieurs séquences de combat, des embuscades, au terme desquelles le MSA, le GATIA et les FAMA se sont finalement repliés. Aucun bilan fiable et recoupé n'est disponible, mais les différentes sources militaires et sécuritaires parlent de plusieurs dizaines de morts et de disparus des deux côtés. Le MSA et le GATIA indiquent que des blessés ont été évacués et pris en charge dans la ville de Ménaka. Il y a une dizaine de jours, les djihadistes de Daech (EIGS) avaient mené une nouvelle série d'attaques, mobilisant plusieurs centaines de combattants, vidant ainsi de leur population plusieurs communes de la région de Ménaka. La population d'Anderamboukane, comptant 20 000 âmes en temps normal, avait dû fuir après les destructions ayant visé la localité. Démentant des rumeurs selon lesquelles ils auraient été blessés au combat, le Général El Hadj Ag Gamou, proche du GATIA et qui commande le GTIA 8 de l'armée malienne, et Moussa Ag Acharatoumane, qui commande le MSA, ont publié une photo d'eux sur une natte, en plein désert, téléphone satellite en main et hommes en armes à leurs côtés. Ils étaient dimanche soir de retour à Ménaka. La force française Barkhane qui dispose d'une



base à Ménaka n'est pas intervenue. « Nous n'avons pas été sollicités », explique une source à l'état-major, qui rappelle que Bamako a dénoncé les accords de défense qui liaient les deux pays et qu'il n'y a plus de coopération militaire. Dans ces conditions : pas d'appui de Barkhane, ni pour du renseignement, ni pour

des frappes aériennes. Les Français ont d'ailleurs commencé leur désengagement, ils auront définitivement quitté Ménaka « dans quelques semaines ». Par contre, la MINUSMA a été sollicitée par l'armée malienne et les casques bleus ont évacué, dimanche, quatre soldats blessés au combat. La MINUSMA avait déjà annoncé, la semaine dernière, une intensification de ses patrouilles dans et autour de la ville de Ménaka. De source onusienne, des hélicoptères de combat sont en cours de redéploiement à Ménaka pour la protection des civils. Depuis début mars, l'EIGS a tué au moins 264 civils dans la région, selon un décompte onusien. Sans doute beaucoup plus, selon les estimations de sources civiles et sécuritaires locales. Les Nations Unies dénombrent également plus de 23 000 déplacés, côtés malien et nigérien de la frontière, depuis le début du mois de mars.

Source : perspectivesmed



## Communiqué de presse de la réunion ordinaire du comité de politique monétaire de la BCEAO tenue le 1er juin 2022 par visioconférence

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le mercredi 1er juin 2022, sa deuxième réunion ordinaire au titre de l'année 2022, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale chargé de l'intérim.

A l'ouverture des travaux, les membres du Comité ont félicité le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE pour sa nomination en qualité de Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, le 20 avril 2022. Le Comité a souligné la rigueur, le professionnalisme et le leadership dont le Gouverneur KONE a fait preuve durant son mandat à la BCEAO. Il lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions à la Vice-Présidence de la

République de Côte d'Ivoire.

Le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que le redressement de l'activité économique mondiale fait face, depuis le début de l'année 2022, à une nouvelle dégradation de la situation sanitaire, principalement dans les régions d'Asie et du Pacifique, ainsi qu'aux conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Selon les projections publiées par le Fonds Monétaire International en avril 2022, la reprise de l'activité économique mondiale devrait se poursuivre, mais à un rythme moins

rapide, avec une croissance attendue à 3,6% en 2022 et en 2023. Néanmoins, la prolongation des tensions géopolitiques, le resserrement des conditions monétaires internationales et le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise induit par sa stratégie "zéro Covid-19" pourraient peser négativement sur ces perspectives.

Sur les marchés des matières premières, la hausse des cours des produits énergétiques s'est accélérée durant le premier trimestre de l'année 2022, sous l'effet des perturbations dans l'approvisionnement et de la baisse de la production. De même, les prix des produits hors-énergie se sont accrus, portés par l'augmentation des cours des produits alimentaires.

Dans ce contexte, les taux d'inflation ont at-



teint des niveaux records tant dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement, amenant la quasi-totalité des banques centrales à entamer ou à accélérer le relèvement de leurs taux d'intérêt directeurs.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé la poursuite de la reprise de l'activité économique au premier trimestre 2022, avec une croissance du PIB réel, en rythme annuel, de 5,6%, après 5,7% au trimestre précédent. Les prévisions tablent sur un PIB de l'Union en hausse en 2022 et 2023 de 5,9% et 7,2%, respectivement. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que la reprise demeure encore fragile et entourée de risques essentiellement baissiers, en liaison avec l'évolution de la situation sécuritaire et socio-politique dans la sous-région, la persistance des tensions géopolitiques et le resserrement des conditions de financement à l'échelle internationale.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA, au cours du premier trimestre 2022, laisse apparaître une légère amélioration du déficit budgétaire par rapport à la même période de l'année précédente. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 979,2 milliards sur le premier trimestre 2022 contre 1.059,5 milliards un an plus tôt.

Les conditions monétaires sont demeurées favorables au cours du premier trimestre 2022, en ligne avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO. Les demandes de refinancement des

banques de l'Union ont été entièrement servies au taux minimum de 2,00%. La Banque Centrale a également reconduit, pour l'année 2022, ses initiatives lancées en 2021 visant à refinancer à son taux d'intérêt minimum les Obligations de Relance (OdR) et les Bons de Soutien et de Résilience (BSR) émis par les Etats sur le marché financier régional, en vue du financement de leurs plans de relance.

L'encours des créances sur l'économie s'est accru, sur une base annuelle, de 13,0% à fin mars 2022. En revanche, les actifs extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union se sont contractés de 1.876,2 milliards en une année, essentiellement en liaison avec l'alourdissement de la facture énergétique et la hausse des approvisionnements en produits alimentaires. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 11,9% à fin mars 2022. Les avoirs officiels de réserves se sont établis à 13.501,9 milliards à la même date, correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de 79,9% contre 79,3% trois mois auparavant. Ces réserves assurent à l'Union 5,2 mois d'importations de biens et services contre 5,5 mois au trimestre précédent.

Le Comité de Politique Monétaire a noté l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union. Le niveau général des prix a progressé, en glissement annuel, de 6,4% au premier trimestre 2022 contre 5,0% un trimestre plus tôt. Cette accélération est imputable essentiellement à la hausse des prix des produits alimentaires et au renchérissement des combustibles solides et liquides.

Depuis le deuxième trimestre 2021, le taux d'inflation dans l'Union s'est situé au-dessus de 3,0%. Alors que l'inflation devrait rester élevée à court terme, les prix à la consommation devraient progressivement décélérer en lien avec une hausse attendue de la production vivrière lors de la campagne 2022/2023 et l'incidence des mesures budgétaires prises par les Etats pour contrer la montée récente de l'inflation. Le taux d'inflation dans l'Union est projeté en moyenne à 6,2% en 2022 et 3,2% en 2023, après 3,6% en 2021.

Le Comité de Politique Monétaire a souligné que la persistance de la déviation de l'inflation par rapport à la cible fait peser des risques sur l'ancrage des anticipations d'inflation dans l'Union. Tout en jugeant opportun de maintenir une politique monétaire accommodante, le Comité a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible, condition indispensable pour une croissance économique saine et inclusive. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal de 4,00% à 4,25% à compter du 16 juin 2022. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0%.

Fait à Dakar, le 1er juin 2022

Pour le Président du Comité de Politique Monétaire,

Le Vice-Gouverneur chargé de l'intérim  
Mamadou DIOP

**malikile.com**  
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

74% Malikilé  
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

# L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



## L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE**



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

# Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition



C'est parti pour les journées de réflexion et de soutien à la Transition, initiées par le Comité Exécutif du Conseil National de la Jeunesse du Mali. Ces journées, portant sur la contribution de la jeunesse pour la réussite du processus de refondation de la nation, engagé par les hautes autorités, traduit parfaitement l'engagement des jeunes de la réussite pleine et entière de la Transition en cours. Les objectifs visés par ces journées sont, entre autres de créer un cadre d'échanges entre les jeunes en vue de leur pleine participation au processus, d'outiller les jeunes sur leur rôle dans la réussite de la transition, de tenir mobilisés les jeunes maliens en vue de leur présence sur tous les chantiers, de rappeler les actions posées par le Président de la Transition et le Gouvernement en faveur de la jeunesse et enfin de produire un document de contribution de la jeunesse pour une transition réussie. En d'autres termes, ces journées traduisent la volonté inébranlable du Comité Exécutif National du Mali (CNJ), d'accompagner les plus hautes autorités pour une transition réussie. Un engagement dont s'est réjoui le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Mossa

Ag Attaher. Pour lui, c'est une attitude positive dont fait preuve la jeunesse malienne et qui témoigne de la détermination des jeunes du Mali à relever le défi lancé le Président de la Transition.

« **La dynamique que vous venez d'emprunter accorde à la jeunesse une place de choix dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies de développement du pays. Ces journées de réflexion et de soutien à la Transition se tiennent à un moment important de la vie de la nation. En effet, il y a un an se déroulait la rectification de la trajectoire de la Transition et Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat disait solennellement, je cite : « Si j'échoue, c'est toute la jeunesse malienne qui a échoué. »** Fin de citation.

Les présentes Journées qui regrouperont les membres du Comité Exécutif National du CNJ MALLI, les délégués des communes de Bamako, les représentants des différentes fédérations de jeunesse, offrent toute l'occasion, à vous chers jeunes du Mali, d'analyser et de faire, sans complaisance aucune, le bilan de l'an 1

du Président de la Transition. Ce bilan, il est aussi et surtout le vôtre. Il est la somme des pierres que chacun d'entre vous aurait posé, a déclaré Mossa Ag Attaher, non pas sans demander aux jeunes de faire en sorte que l'histoire puisse retenir qu'ils ont été des citoyens patriotes.

Pour sa part, le ministre Attaher pense que sur la base d'actions concrètes réalisées par son département, sous le leadership et la volonté affichée du Président de la Transition, l'acte a été joint à la parole. Il en veut pour preuve l'impact tangible du Tournoi sportif de Gao, des Journées sportives et citoyennes du KénéDougou, du Grand trail de la Jeunesse, des Journées sportives et citoyennes de Bandiagara, la Semaine régionale de Tombouctou, les différentes journées de mobilisation et de soutien à la Transition des Jeunes...

Autant d'actions qui attestent du dynamisme et de l'engagement citoyen des jeunes pour relever les défis d'une transition réussie. Tout comme les journées en cours qui verront divers panels organiser sur les thématiques aussi variées qu'importantes dont les acquis de la première année du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et le rôle de la jeunesse dans l'amplification et l'extension de ces acquis pour une Transition réussie.

Autant de préoccupations qui cadrent parfaitement bien avec la Politique Nationale de la Jeunesse qui sera, dans quelques semaines, le document de base de toutes les questions de jeunesse. « C'est pour vous dire, chers jeunes, que vos préoccupations et contributions lors des journées de concertations régionales et nationales sur la Politique Nationale de la Jeunesse, ont été prises en compte dans la rédaction dudit document », révèle Mossa Ag Attaher.

« Votre mobilisation d'aujourd'hui pour accompagner les autorités de la transition est un devoir. A travers ces journées, le CNJ-Mali a décidé de prendre conscience de son rôle capital dans le processus de refondation de la nation malienne d'une part et la réussite de la transition d'autre part », fera-il savoir, convaincu de ces journées sortiront de fortes conclusions qui impacteront positivement la vie de la nation. Et de conclure en remerciant l'ensemble des partenaires pour leur appui.

■ Yama DIALLO



## Mali - France : Quand La France fait la morale au Mali sans se l'appliquer !

Les faits se sont déroulés [à Paris] samedi en fin de matinée, lorsque des [policiers] ont voulu contrôler "une voiture avec quatre passagers dont l'un ne portait pas sa ceinture de sécurité" [...]. Alors qu'ils s'en approchaient, la voiture a pris la fuite. Un peu plus loin, alors que les policiers tentaient à nouveau de la contrôler, le conducteur aurait démarré et "foncé" sur les policiers qui [...] ont fait usage de leurs armes et atteint le conducteur et une passagère. Neuf cartouches auraient été tirées ».

Contrairement aux impressions du lecteur, cette description n'est pas celle d'un film d'action, mais de faits réels rapportés par France 24. En effet, à la suite de tirs d'armes, en pleine 18<sup>e</sup> arrondissement parisien - la police française a commis ce qui ressemble à une énième bavure. Le mot n'est ni fort, ni difamatoire. Car, nous apprenons que la passagère, de 21 ans, a succombé à la suite de ses blessures.

Il n'est pas question d'approuver les refus d'obtempérer, encore moins les violences policières contre les particuliers. Cela dit, cet épisode - au delà de son aspect funeste - a permis de mettre en évidence le « deux poids, deux mesures », qui semble la spécialité d'une partie de la France politique.

Depuis quelques mois, en effet, une certaine presse française accuse l'armée malienne de violations de droits de l'homme, dans le cadre

de ses opérations militaires. Nonobstant les démentis officiels et l'ouverture d'enquêtes par les autorités de transition, certains médias français persistent dans les accusations. Et - comme il fallait s'y attendre - le pouvoir Macron et ses alliés y trouvent moyen d'accabler les autorités de transition.

Or, le même régime Macron refuse toute mise en cause de la police française - même lorsqu'elle use de la force de façon disproportionnée. Il faut, pour s'en rendre compte, mentionner quelques réactions au sein de la classe politique à la suite du décès de la conductrice, évoquée plus haut.

Jean-Luc Mélenchon, qui avait déjà dénoncé la brutalité policière envers les gilets jaunes, a réagi en ces termes : « **La police tue et le groupe factieux Alliance [un syndicat de police] justifie les tirs et la mort pour "refus d'obtempérer". La honte c'est quand ?** » Cette sortie du leader de la France insoumise lui vaut actuellement tous les qualificatifs. Gérald Darmanin, ministre français de l'intérieur français répond que : « **Les policiers, les gendarmes méritent le respect. Ils font un travail courageux, difficile et risquent leur vie à chaque instant. Les insulter déshonore ceux qui veulent gouverner. Laissons les enquêtes se faire sans les utiliser comme des otages d'une campagne électorale** ». De son côté, l'actuel premier ministre Elisabeth

Borne a déclaré : « **Je trouve très choquant la façon qu'a Jean-Luc Mélenchon de s'en prendre systématiquement à la police avec des propos totalement outranciers** ». Marie Le Pen ne dit pas autre chose : « **Les propos de Jean-Luc Mélenchon contre la police sont d'une gravité inouïe** ».

Comme on le voit - et cela peut se comprendre -, la France elle-même refuse qu'on mette en cause ses forces de sécurité. Pourtant, elle ne se gêne pas s'agissant de celles d'autres États. Il n'existe au monde aucune police, aucune armée infaillible. Le pouvoir Macron en est parfaitement conscient ; lui qui, par ailleurs, approuve certains coups d'États militaires en Afrique et se vante de vendre des armes, dont on sait qu'elles sont souvent utilisées contre des populations innocentes.

La crédibilité suppose de mettre de l'ordre dans son propre pays avant d'indexer de supposés dysfonctionnements ailleurs. A-t-on entendu un seul membre du gouvernement macronien blâmer la police américaine dans l'affaire Georges Floyd ? Pourtant, sans attendre les conclusions des enquêtes sur les faits reprochés à l'armée Malienne, un Jean Yves Le Drian ne s'est pas gêné de traîner l'armée malienne dans la boue. Nous espérons qu'il dénoncera aussi la mort de la jeune fille précitée, suite aux coups de feu de la police française. L'objectivité le commande. Mais, il ne le fera jamais. Ni lui, ni aucun responsable du gouvernement Macron.

Pourtant, selon un adage bien français, la charité bien ordonnée commence par soi-même. Que la France s'occupe de discipliner sa propre police... !

■ Malik WOGO



# « Émission Mali Kura Taasira » de l'ORTM : La ministre Founè Coulibaly dévoile les projets en cours en faveur des femmes et des enfants maliens

Invitée sur le plateau de l'ORTM pour l'émission "Mali Kura Taasira", Mme Wadidié Founè Coulibaly, ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a dévoilé les projets en cours en faveur des femmes et des enfants maliens. Par la même occasion, la responsable a également évoqué les difficultés auxquelles le département demeure confronté en matière de pouponnière.



La ministre a d'abord expliqué, en tant que première responsable, la question relative au fameux Fonds d'appui à l'autonomisation des femmes (FAAF). Ce fonds a trois (3) volets. Le premier consiste à accompagner les femmes pour leur épanouissement, voire les aider dans leurs tâches quotidiennes. Le 2ème volet consiste à accompagner les femmes dans leur vie politique. C'est-à-dire, ajoute la ministre, pour qu'elles puissent émerger dans la vie politique. Le troisième volet du FAAF vise à accompagner les enfants dans leur réinsertion économique au sein de la société. Le FAAF est la réponse d'une recommandation de l'Union Africaine (UA). Cette recommandation a été mise en place pour accompagner les femmes et les enfants en vue de leur épanouissement et réinsertion économique dans la société. Dans son intervention, Mme Wadidié Founè Coulibaly a rappelé que pour avoir accès au fonds d'appui à l'autono-

misation des femmes, des critères sont établis en fonction de l'enveloppe disponible. L'invitée de l'ORTM ajoute que les projets montés au niveau du département sont présentés, étudiés et validés par une commission. Après la validation, le fonds sera alors disponible. A côté de ce fonds, « nous avons aussi des partenaires qui nous soutiennent toujours dans le cadre de l'autonomisation des femmes et la réinsertion des enfants en difficulté », a-t-elle dit. D'ailleurs, il y a deux semaines, une signature de mémorandum s'est passée entre Qatar Charity (un partenaire) et le Ministère. Le montant s'élève à une somme de 500.000.000 FCFA qui sera bientôt disponible dans le cadre du projet FAAF. L'impact de ce mémorandum sera très énorme. Ça changera le quotidien de beaucoup de femmes. « Je suis sûre et certaine que beaucoup d'enfants bénéficieront de cet appui pour qu'on puisse un peu libérer les rues de Bamako et réinsérer ces enfants qui

travaillent tous les jours, les former, accompagner et les assister », a-t-elle confié. D'après elle, un autre projet phare du département est en cours pour récupérer les enfants qui sont dans les rues de Bamako, pour les envoyer dans les centres de formation, les assister et après les réinsérer dans la société en toute dignité. « Nous cherchons un financement pour ce projet en cours et demandons la bénédiction des Maliens », dit-elle.

S'agissant de la pouponnière, il y en a plusieurs à Bamako, capitale malienne. Les privées sont un peu partout dans la ville des trois caïmans, ainsi que dans quelques régions. La pouponnière de la cité UNICEF était prise en charge par les Français, mais elle a été, selon la ministre, abandonnée après le départ de l'ambassadeur de la France au Mali. Ce qui fait que le département a été contraint de transférer les enfants à la pouponnière de Niamana. En clair, le ministre Founè soutient être en difficulté dans la gestion de la pouponnière. « Nous traversons beaucoup de difficultés dans cette pouponnière. Il y a près de 60 enfants qui sont handicapés. L'un de nos plus gros problèmes aujourd'hui, c'est d'équiper la pouponnière en mettant des infrastructures capables d'adoucir le quotidien de ces enfants handicapés », indique-t-elle. Pour accompagner les femmes déplacées, a-t-elle poursuivi, « mon département n'est pas le seul dans cette mission. Nous avons le ministère de la Santé et du Développement social et le ministère de la Sécurité aussi. Le projet du FAAF a joué un grand rôle dans ce sens ». Aussi, trouve-t-elle, beaucoup de femmes ont pu bénéficier de formations grâce au département. Et de souligner : « Mais il faut penser à leur retour. C'est le plus gros défi à relever pour mon équipe et moi. Notre tâche est dès fois minimisée. Le Mali compte plus de 20.000.000 habitants. La moitié de cette population est jeune. Les femmes dépassent déjà 50%. Les enfants majoritairement, si nous les prenons de 0 à 17 ou 18 ans, dépassent aussi la moitié ». C'est pour dire que « j'ai comme mission de prendre soin de tout le monde et très souvent j'ai comme l'impression que nous sommes oubliés. Parce qu'avec 0.24% dans le budget national, c'est très peu pour que ces défis soient relevés ».

Aida B. Koumaré  
Source : Le Pays- Mali

## Mali : Comment la France a dû céder la place à la Russie

La distance entre l'Ukraine et le Mali se mesure en milliers de kilomètres, mais la distance géopolitique est beaucoup plus proche au point qu'il semble que les conflits en cours dans les deux pays soient les résultats directs des mêmes tendances et de la même transformation en cours dans le monde.

Le gouvernement malien accuse à présent les troupes françaises d'avoir perpétré un massacre dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. En conséquence, le 23 avril, le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré son soutien aux revendications maliennes, invoquant une enquête internationale sur les exactions et les massacres français au Mali.

« Nous espérons que les responsables seront identifiés et punis comme il se doit », a déclaré le ministère.

Dans leur couverture, les médias occidentaux ont largement omis les affirmations maliennes et russes sur des massacres commis par le Français. Au lieu de cela, ils ont donné du crédit aux accusations françaises selon quoi les forces maliennes, peut-être avec l'aide de « mercenaires russes », auraient perpétré des massacres et enterré les morts dans des fosses communes près de la base de Gossi ré-

cemment évacuée, afin d'en faire porter la responsabilité à l'armée française.

Plus tôt en avril, l'organisation Human Rights Watch a appelé à une enquête « indépendante et crédible » sur les meurtres, bien qu'il ait nié les deux versions. Elle suggérait qu'une campagne sanglante avait effectivement eu lieu, ciblant principalement des « islamistes armés » entre le 23 et le 31 mars.

Si l'on écarte le blanchiment médiatique et la désinformation officielle, le Mali a en effet été le théâtre de nombreuses effusions de sang ces dernières années, en particulier depuis 2012, lorsqu'une insurrection radicale dans le nord du Mali menaçait de totalement déstabiliser un pays déjà fragile et en état de pauvreté.

Il y avait des raisons à l'insurrection, notamment l'accès soudain à des caches d'armes de contrebande en provenance de Libye à la suite de la guerre de l'Occident contre Tripoli en

2011. Des milliers de militants, qui ont été chassés de Libye pendant la guerre et la période qui a suivi, ont trouvé refuge dans les régions non contrôlées du nord du Mali.

Dans cet esprit, le succès des insurgés – où ils ont réussi à s'emparer de près d'un tiers du territoire du pays en l'espace de deux mois – n'était pas entièrement le résultat d'un accès aux armes occidentales. De vastes pans du Mali ont souffert de la négligence du pouvoir central et de l'extrême pauvreté.

De plus, l'armée malienne, souvent tributaire d'intérêts étrangers, est très détestée dans ces régions en raison de ses campagnes violentes et de ses terribles violations des droits humains. Il n'est pas étonnant que la rébellion du Nord ait trouvé autant de soutien populaire dans ces régions.

Deux mois après la rébellion touareg dans le nord, un officier malien et un contingent de soldats se disant mécontents ont renversé le gouvernement élu à Bamako, l'accusant de corruption et d'échec à maîtriser l'insurrection. Ceci, à son tour, a ouvert la voie à l'intervention militaire de la France dans son ancienne colonie, sous couvert de lutte contre le terrorisme.

La guerre française au Mali, à partir de 2013, a été désastreuse du point de vue des Maliens. Elle n'a ni stabilisé le pays ni fourni un plan crédible sur la façon de pacifier le nord en rébellion.





La guerre, les violations des droits de l'homme par les Français eux-mêmes et d'autres coups d'État militaires ont suivi, notamment en août 2020 et mai 2021.

Mais l'intervention de la France a été profitable du côté de l'ancienne puissance coloniale. Après que les troupes françaises ont commencé à affluer au Mali et commencé à renforcer leur contrôle sur les pays du Sahel, dont le Mali, deux accords de défense ont été signés, en 2013 et 2020.

C'est là que se termine la success story de l'Afrique de l'Ouest française. Bien que Paris ait réussi s'incruster dans cette région, cela n'a donné aucune raison au peuple ou au gouvernement malien de soutenir les actions françaises.

Alors que la France s'impliquait davantage dans la vie des Maliens, la population de tout le pays, du nord au sud, les détestait et les rejetait.

Cette évolution radicale était l'occasion rêvée pour la Russie de se présenter comme une alternative à la France et à l'Occident.

L'avènement de la Russie sur cette scène complexe a permis à Bamako de rompre nettement avec sa dépendance vis-à-vis de la France et de ses alliés occidentaux de l'OTAN.

Avant même que la France ne mette officiel-

lement fin à sa présence dans le pays, des armes et des techniciens militaires russes débarquaient à Bamako. Les hélicoptères d'attaque, les systèmes radar mobiles et d'autres technologies militaires russes ont rapidement remplacé les armes françaises.

Il n'est pas étonnant que le Mali ait voté contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

À la suite de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales à partir de fin février, la Russie a accéléré son déploiement politique et économique, en particulier dans les pays du Sud, dans le but d'atténuer l'impact de l'isolement international activé par l'Occident.

En vérité, la quête géopolitique de Moscou en Afrique de l'Ouest a commencé bien avant le conflit ukrainien, et le soutien immédiat du Mali à la Russie après la guerre atteste du succès de Moscou dans cette région du monde.

Bien que la France ait officiellement commencé son retrait du Mali en février de cette année, Paris et d'autres capitales européennes sont de plus en plus conscientes de ce qu'elles perçoivent comme une « menace russe » dans cette région.

Mais comment l'Occident peut-il réagir à cette menace réelle ou imaginaire, notamment à la lumière du retrait français ? Déstabiliser davantage le Mali reste une possibilité.

Et justement, le 16 mai, Bamako a annoncé avoir déjoué un coup d'État militaire dans le pays, affirmant que les putschistes étaient des soldats « soutenus par un État occidental », vraisemblablement la France.

Si ce « coup d'État » avait réussi, cela indiquait-il que la France – ou un autre « pays occidental » – prépare un retour au Mali avec une énième intervention militaire ?

La Russie, en revanche, ne peut pas se permettre de perdre un ami aussi précieux que le Mali, en cette période critique de sanctions et d'isolement imposés par l'Occident. Cela peut impliquer que le Mali continuera d'être le théâtre d'une guerre froide géopolitique qui pourrait durer des années.

Le vainqueur de cette guerre pourrait potentiellement revendiquer l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, qui reste l'otage d'une concurrence mondiale qui va bien au-delà de ses limites géographiques.

Source : Chronique de Palestine

# Rapport mondial 2022 de l'UNESCO : Promotion des libertés fondamentales et diversité des expressions culturelles

Le ministre de l'Artisanat, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme Andogoly Guindo, a procédé le jeudi 2 juin 2022, au Musée National, au lancement du Rapport mondial de l'UNESCO intitulé "Repenser les politiques en faveur de la créativité". Ce lancement était couplé à l'atelier d'échanges sur le premier Rapport périodique quadriennal (RPQ 2018-2021), de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité des expressions culturelles.



Publié tous les quatre ans depuis 2015, le Rapport mondial de l'UNESCO offre des données stratégiques et des messages de plaidoyer sur les questions-clés pour une gouvernance plus informée, participative et transparente des secteurs culturels et créatifs. C'est un outil qui permet de suivre la mise en œuvre de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles depuis son adoption et de faciliter le partage de l'information sur les nombreuses façons dont la promotion de la diversité des expressions culturelles est effectuée à travers le monde. Il sert d'outil de référence et de suivi, en analysant les tendances actuelles, en suivant les progrès et en identifiant les principales avancées réalisées, mais aussi les difficultés et les défis auxquels sont confrontés les parties et les autres acteurs concernés.

Le Chef de Bureau de l'UNESCO, Edmond Moukala, a souligné que la série des Rapports mondiaux est rendue possible grâce au soutien du gouvernement de la Suède via l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement à travers le projet «Repenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentales et la diversité culturelles» de l'UNESCO. Il a invité les acteurs culturels à s'appropriier les deux rapports notamment, le Rapport quadriennal.

Précédant à l'ouverture des travaux, le ministre Andogoly a déclaré que la cérémonie consacre le couronnement de l'élaboration des rapports périodiques par les Etats parties à la Convention de 2005 et la production du Rapport mondial 2022. En ratifiant la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, le Gouvernement du Mali, à travers mon département, s'est engagé à formuler et à mettre en



œuvre des politiques et mesures, à travers des processus participatifs, qui soutiennent l'émergence des secteurs dynamiques culturels et créatifs et qui respectent les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la promotion de l'égalité des genres dans les industries créatives numériques. Le Rapport constitue un recueil essentiel de données sur la culture et la création et se présente comme un document référentiel, un outil d'orientation, de plaidoyer et de sensibilisation pour repenser les politiques culturelles dans le monde. « Cette troisième édition du Rapport mondial "Repenser les politiques en faveur de la créativité, permet d'évaluer la mise en œuvre de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Ainsi, il informe les acteurs publics et non gouvernementaux et illustre le rôle de la diversité et de la créativité comme source de créativité », explique-t-il. Avant de recevoir officiellement le Rapport des mains du représentant-résident Chef du Bureau UNESCO de Bamako, Edmond Moukala.

### Appeler les secteurs culturels et créatifs à faire face aux grands défis

Appeler les secteurs culturels et créatifs à faire face aux grands défis, tel est la volonté affirmée de ce Rapport mondial de l'UNESCO, qui a été présenté aux acteurs culturels, le

vendredi 03 juin 2022, par Moulaye Coulibaly, Directeur national du patrimoine culturel.

Selon le présentateur, le Rapport mondial 2022 s'appuie sur les données les plus récentes et pertinentes à l'échelle mondiale, régionale et nationale pour mesurer les succès, identifier les défis persistants ou nouveaux et définir les priorités en vue de la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030 dans et avec les secteurs culturels et créatifs.

Cette publication a pour but de produire et de partager les connaissances visant à éclairer, inspirer et susciter des changements politiques et des mesures garantissant des écosystèmes culturels divers et dynamiques, équitables pour les créateurs, accessibles aux publics et bénéfiques pour la société en général, a-t-il dit.

Le rapport est divisé en dix chapitres thématiques qui s'articulent autour de quatre objectifs à savoir : soutenir les systèmes de gouvernance durables de la culture, parvenir à un échange équilibré des biens et services culturels et accroître la mobilité des artistes et des professionnels de la culture, intégrer la culture dans les cadres de développement durable et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

En ce qui concerne le premier chapitre, il analyse la mise en œuvre de la Convention, en tant que cadre politique intégré, soutient le développement de systèmes de gouvernance du-

rables de la culture, y compris en temps de crise. Poussés par la conviction que les secteurs culturels et créatifs ne doivent pas être du seul ressort des décideurs culturels, les processus politiques multipartites et décentralisés progressent et le dialogue interministériel s'institutionnalise. Néanmoins, l'approche gouvernementale intégrée de la gouvernance culturelle continue de faire défaut.

Les données et les indicateurs visant à éclairer l'élaboration et le suivi des politiques demeurent également absents « Malgré leur contribution indéniable à l'économie, les investissements publics dans la culture et la créativité varient fortement d'une région à l'autre et ont diminué au cours de la dernière décennie. Les bouleversements économiques provoqués par la pandémie de la Covid-19, associés à son impact sur l'emploi culturel, soulèvent de graves inquiétudes telles que le risque de fuite des talents. Il est indispensable de promouvoir des conditions économiques et sociales décentes de développement professionnel dans les secteurs culturels et créatifs pour mieux les reconstruire... ».

La présentation a été suivie d'une conférence-débat autour du Rapport Périodique Quadriennal (RPQ) et de la Convention de 2025 de l'UNESCO.

Bintou Diarra

Source : Le Challenger

# Comprendre la dette guinéenne : Les explications de Mohamed Camara, Économiste Consultant

La réalisation des Objectifs de développement durable exige des investissements considérables, notamment dans l'infrastructure, le capital humain et la résilience au changement climatique. Or, dans les pays en développement comme la Guinée, les gouvernements ont souvent des moyens limités pour mobiliser des recettes publiques ou des investissements privés. Ils s'endettent pour financer leur développement.

La Situation de la Dette Publique au 31 mars 2022 se présente comme suit : Le stock de la dette publique et de la dette garantie au 31 mars 2022 se chiffre à GNF 64 157,923 milliards, soit environ USD 7, 203 milliards. Il est constitué de GNF 35 120,740 milliards soit USD 3,943 milliards au titre de la dette extérieure (54,74%) et de GNF 29 037,183 milliards soit USD 3,260 milliards au titre de la dette intérieure (45,26%). L'évolution du stock de la

dette publique présente une tendance à la hausse par rapport au premier trimestre 2021, qui était de USD 6,549 milliards, due à la hausse de l'encours de la dette intérieure qui est passé de USD 2,535 milliards à fin décembre 2021 à USD 3,260 milliards à fin mars 2022.

Près de dix ans après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, la Guinée, fortement touchée par la pandémie de COVID 19, a souscrit à l'initiative de suspension du service de la dette mise en place par les bailleurs officiels en 2020, mais pour autant, sommes-nous en mesure de craindre une nouvelle crise de la dette en Guinée à l'observation des chiffres susmentionnés ?

**DETTE-CONDITIONNALITÉS-AUSTÉRITÉ observée en Afrique selon Comité pour l'abolition des**

## dettes illégitimes BELGIQUE

En premier lieu, pour illustrer le lien entre la dette, l'austérité et les conditionnalités du FMI, Thialy Faye, expert justice fiscale d'Oxfam Sénégal, a apporté des éclairages depuis les pays du Sahel. Il a expliqué que 14 des 16 pays ouest-africains prévoient de réduire leurs budgets nationaux d'un montant total de 26,8 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, afin de combler en partie les pertes de 48,7 milliards de dollars subies en 2020 dans la région, des suites de la pandémie. Et que cette austérité a été encouragée par le FMI, à travers ses prêts Covid-19. Ces mesures d'austérité pourraient déclencher la pire crise des inégalités depuis des décennies, dont les femmes seront particulièrement touchées, en raison de leur très forte concentration dans les emplois précaires et dans le travail de soin non rémunéré. Il a également dressé un portrait alarmant de la situation dans la région, qui connaît une des pires crises de la faim au Sahara. Thialy Faye a terminé en formulant une série de recommandations (en plus de l'annulation des dettes sans les conditionner à des mesures macro-économiques), telles que taxer les grandes fortunes et les grandes entreprises, cesser de promouvoir l'austérité, promouvoir les impôts progressifs et aider à lutter contre les flux financiers illicites.



Ensuite, Yvonne Ngoyi, présidente de l'Union des Femmes pour la Dignité Humaine-RDC, a expliqué le fardeau que représente la dette pour les pays africains dans le contexte du Covid-19. Elle a rappelé qu'en 2020, le cumul des dettes publiques de tous les pays africains avaient atteint 1400 milliards de dollars. Elle a également évoqué la problématique de l'endettement privé à travers l'action des institutions de microcrédit. Ces dernières imposent des taux d'intérêt moyens de 25 à 30 % qui maintiennent les femmes, qui représentent 81 % des « bénéficiaires » de microcrédit, dans la pauvreté. Étranglés par la dette, les États consacrent davantage de moyens au remboursement de la dette qu'aux besoins nécessaires à la lutte contre la Covid-19. Yvonne Ngoyi a finalement souligné que des mouvements sociaux, des responsables officiels, quelques chefs d'États ainsi que le Président de l'Union africaine ont lancé plusieurs appels pour l'annulation de la dette publique des pays africains.

## CAS DE LA GUINÉE :

Pour mieux comprendre pourquoi et comment s'est-on endetté ? Il faut voir l'histoire de l'aide dont notre pays a bénéficié. Cette dernière étant composée de prêt et de dons. Il est important de noter que tous les prêts obtenus par les responsables de la Première République étaient destinés à financer plusieurs plans de développement cités ci-dessous initiés par le gouvernement: 1 Le plan triennal de 1960-1963 ; 2. Le plan septennal de 1964-1971 ; 3. Le plan quinquennal de 1973-1978 ; Le plan quinquennal de 1981-1985 ou de développement.

En rappel, à la prise du pouvoir par l'armée le 3 avril 1984, survenue à la suite du décès du Président Sékou Touré, les nouvelles autorités vont très vite s'orienter vers le libéralisme économique contrairement au premier régime qui était d'obédience socialiste. Du coup, elles vont entreprendre des négociations avec les organismes de Bretton Woods (Banque mondiale et Fond Monétaire International) qui aboutiront à de nombreuses et très profondes réformes d'ordre macro-économique et financière à travers un programme d'ajustement structurel (PAS) pour la période 1984-1993. Un véritable traitement de choc fut administré à la Guinée sous le couvert d'un « programme

de réformes économiques et financières » (PREF). Sans mesures d'accompagnement efficaces pour en atténuer les effets sociaux, ce PREF eut des conséquences désastreuses sur la valeur de la monnaie, la disparition de l'épargne nationale de toute une génération, l'emploi, les prix des denrées de première nécessité et le patrimoine industriel. Un programme d'ajustement structurel entraînant un autre, le PREF I fut suivi pour la période de 1988-1991 par une « facilité d'ajustement structurel » (FAS) ou PREF II auquel succédera la « facilité d'ajustement structurel renforcé » (FASR) pour la période de 1991-1994.

L'adoption en octobre 2000, par le Gouvernement du document de stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté (DSRPi) préparé sur la base d'une approche participative et l'accession en décembre 2000 de la Guinée au point de décision de l'Initiative internationale en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE) ont permis la conclusion en mai 2001 entre le Gouvernement et le FMI d'un nouveau programme de réformes couvrant la période 2001-2003. Le DSRPi reposait sur les 3 axes fondamentaux suivants : i) l'amélioration de la gestion des affaires publiques et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de la Guinée ; ii) l'accès plus accru des populations pauvres aux services de base ; et iii) la promotion d'une croissance économique soutenue et la création d'emplois rémunérateurs en faveur des populations les plus pauvres, en particulier rurales.

La Guinée a atteint le point de décision au titre de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) en décembre 2000. Après plus d'une décennie, les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale ont respectivement approuvé l'allègement irrévocable de dette de la Guinée les 25 et 26 septembre 2012. La Guinée est ainsi devenue le 28<sup>ième</sup> pays membre régional à atteindre le point d'achèvement.

## LES NOUVEAUX MODES DE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

### 1- LES BONS ET OBLIGATIONS DE TRÉSOR

Dans son discours de lancement officiel, le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Dr Lancine Condé a tenu à préciser aussi que « les obligations du trésor sont des titres de créances émis par le gouvernement pour

des échanges longs. Elles portent des intérêts périodiques jusqu'à l'échéance le moment auquel les souscripteurs reçoivent un montant nominal équivalent à celui souscrit. Elles sont techniquement sans risque car garanties par la capacité de collecte des recettes de l'Etat. Très souvent elles représentent la part la plus importante de la dette souveraine des pays. Cette émission des obligations du trésor consacre une nouvelle orientation de la politique d'endettement du pays dont la finalité est de jouer à la dette son rôle de financement des efforts de développement du gouvernement. Elles visent à mettre en place un nouvel instrument d'endettement conforme aux standards internationaux destinés au financement des projets prioritaires des secteurs structurants qui contribue à la réduction de la pauvreté. »

### 2- LES PRÊTS ADOSSÉS AUX RESSOURCES NATURELLES

L'accord cadre signé mercredi 6 septembre prévoit le financement par la Chine de 20 milliards de dollars d'infrastructures en Guinée. La somme sera progressivement décaissée entre 2017 et 2036. En échange, la Guinée accordera des concessions minières à des entreprises chinoises. « Les entreprises chinoises qui se verront attribuer des permis et des conventions minières aideront à rembourser ce grand programme de financement pour la Guinée », a déclaré l'ancien Premier Ministre Ibrahima Kassory Fofana.

### 3- LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉS

Dans le cadre de sa politique générale d'implication du secteur privé dans le financement et la réalisation des projets structurants, la République de Guinée, à travers l'Assemblée Nationale, a adopté une loi régissant les Partenariats Public-Privés (PPP). Dès son entrée en vigueur, elle abrogera la Loi L//97/012/AN8 appelée loi BOT (Build-Operate-Transfert) et la délégation de service public prévue par le code des marchés publics de 2012. L'objectif de cette nouvelle loi est de définir le cadre institutionnel et de déterminer les règles juridiques régissant la passation, le contrôle et la régulation des PPP conformément aux meilleures pratiques internationales. Elle couvre les contrats globaux comprenant : le financement, la conception, la construction ou transformation, l'entretien, la maintenance, l'exploitation

ou la gestion d'infrastructures.

### PLUS DE PEUR QUE DE MAL!

Selon toujours le bulletin du premier trimestre 2022 : Les indicateurs de viabilité de la dette publique sont restés à un niveau modéré de risque de surendettement. Cependant, le portefeuille de la dette publique est exposé à des risques de refinancement pour la dette intérieure, de change pour la dette extérieure et de taux d'intérêt pour la dette publique. Le taux d'endettement est resté complètement en deçà du seuil communautaire de la CEDEAO de 70% ce qui donne en principe une marge éventuelle de manœuvres pour mobiliser des ressources de financement des infrastructures socio-économiques de base. Le taux d'endettement est conforme au seuil de 35% de concessionnalité fixé par le FMI et la Banque Mondiale. Il est important de signaler que la Banque Mondiale a classé la Guinée parmi les cinq meilleurs pays au monde qui reçoivent les ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour les questions de transparence dans la gestion de la dette publique. Les critères qui ont favorisé ce résultat résident dans la publication à temps du bulletin statistique de la dette avec une périodicité régulière, une accessibilité facile, une bonne couverture des instruments (dette intérieure et extérieure) et les informations les plus récentes. Ainsi, pour renforcer cette notation de la Banque Mondiale en matière de gestion de la dette, il est envisagé de :

- accélérer le processus des décaissements des projets et programmes de développement en vue d'améliorer le taux d'absorption ;
- diversifier les instruments d'emprunt sur le marché intérieur pour financer les infrastructures, en privilégiant les émissions d'obligations du trésor, afin de minimiser les risques de refinancement ;
- diversifier le portefeuille de la dette extérieure en devises pour réduire les risques de changes ;
- former le personnel de l'utilisation efficace du logiciel SYGADE.

Source : GuinéeNews

## Cote d'Ivoire : Adama Bictogo élu président de l'Assemblée Nationale



**A**dama Bictogo, cadre du parti au pouvoir en Côte d'Ivoire, a été élu mardi président de l'Assemblée nationale, avec le soutien des députés de la majorité et de l'opposition, un mois après le décès de son prédécesseur Amadou Soumahoro.

M. Bictogo, 59 ans, a largement battu son adversaire, le député Jean-Michel Amankou, 237 voix à 6. Trois votes blancs et deux bulletins nuls ont également été enregistrés.

"La rassemblement et le consensus que nous avons appelés de tous nos vœux sont devenus une réalité à travers cette élection. Notre fraternité, notre solidarité, notre engagement pour l'intérêt général ont transcendé nos sensibilités politiques", a lancé M. Bictogo après son élection.

M. Bictogo, qui bénéficiait déjà du soutien du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix (RHDP), majoritaire à l'Assemblée, a bénéficié mardi matin du ralliement des principaux partis d'opposition, y compris du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dont est pourtant issu son rival Jean-Michel Amankou. Dans une déclaration lue à la tribune avant le vote, les groupes parlementaires d'opposition, notamment le PDCI de l'ex-président Henri Konan Bédié, et le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) de l'ancien chef d'Etat Laurent Gbagbo ont ainsi appelé leurs députés à voter pour M. Bictogo.

Source : Figaro du Mali



# Interview exclusive sur NCI/ Blé Goudé à cœur ouvert : « Comment j'ai reçu mon passeport, ce que je pense des Elders de notre politique et de la limite d'âge, mes rapports avec Simone Gbagbo, »

**3**0 mai 2022, Charles Blé Goudé, l'ancien pensionnaire de la prison du quartier résidentiel de Scheveningen à La Haye reçoit son passeport. Une semaine après la réception de ce document sollicité en vue de son retour au pays, il s'ouvre à la Nouvelle chaîne ivoirienne (NCI). Sans réserve, pour sa première interview exclusive avec un média de son pays, le chef de l'ex-galaxie patriotique répond aux questions d'Ali Diarrassouba. Abidjan.net vous propose quelques morceaux choisis de cette interview diffusée, mardi soir, par la télévision NCI qui vient de réaliser assurément un grand coup !

## Deal sur le passeport ?

Sur le point de la remise de son passeport qui continue de faire couler encre et salive, « Gbapè » réfute tout deal avec Abidjan. « C'est le 16 juillet 2021 que j'ai été enrôlé pour finalement recevoir mon passeport le 30 mai 2022. Avant cela, j'attendais. J'ai souvent dénoncé comme je pouvais. Sinon, il n'y a eu aucun deal. Je n'en ai pas eu besoin ».

## Photo avec le portrait du chef de l'Etat ?

Quid de la photo prise à l'ambassade qui a fait le tour de la toile et qui suscite des levées de boucliers sur sa présumée allégeance au pouvoir d'Abidjan ?

« C'est une question de tradition républicaine », tranche Blé Goudé, ajoutant vouloir être « cohérent » avec lui-même. « Ce qui concerne Blé Goudé fait beaucoup de bruits. Avant la photo qui est là aujourd'hui, il y'avait celle du président Houphouët-Boigny. (...) Peut-être demain, ça peut être ma photo. Je n'ai aucun diplôme en courbette. Mais, je respecte l'autre.



(...) Beaucoup sont encore resté dans 2010.»

## Rapports avec les Elders de la politique nationale ?

Pour son retour sur les bords de la lagune Ebrié, Blé Goudé n'avance aucune date pour l'heure, disant s'en tenir à une promesse du chef de l'Etat d'organiser le voyage. Toutefois, il écarte toute compromission sur la question quoiqu'étant dans une logique de compromis avec le pouvoir. Concernant ses rapports avec les Elders de la politique nationale, en général et de son mentor, il se lâche : « Avec Gbagbo, mes rapports sont bons. Beaucoup ne savent pas mes rapports avec lui. Il me respecte beaucoup. Il m'a toujours traité avec courtoisie.

Concernant le président Bédié, le président du COJEP confie : « Le président Bédié n'est pas mon ami ; C'est un pépé. (...) Je le respecte. » « Quant au président Ouattara, (...) c'est son

directeur de cabinet qui est venu avec mon passeport jusqu'à Paris. (...) Cette démarche, je la salue mais ça ne fait pas de moi un militant du RHDP comme on veut le faire croire » Au sujet de la limitation d'âge, Charles Blé Goudé s'est exprimé clairement : « Moi Charles Blé Goudé, je suis pour la limitation d'âge » Outre les Elders, Charles Blé Goudé dit entretenir de très bons rapports avec « sa mère », Simone Ehivet Gbagbo. **Des rapports étroits qu'il dit assumer pleinement**

Pour cette sortie médiatique exclusive, Charles Blé Goudé ne renonce pas à ce qui est devenu une habitude pour lui. Les propos imagés sur fonds de proverbes. Morceau choisi : « Quand le poisson sort de l'eau et qu'il dit que le caïman a mal à la tête, il faut croire ».

Cette interview exclusive sera rediffusée ce jeudi 09 Juin à 20h10 sur NCI.

RK

Source : news.abidjan.net

## MERCATO - PSG : La presse espagnole lâche une énorme révélation sur LUIS CAMPOS !

**M**algré son arrivée en tant que conseiller sportif du président Nasser Al-Khelaïfi, Luis Campos n'aurait pas l'intention de délaissé son travail au Celta Vigo. Arrivé en mars dernier en Espagne, le responsable souhaiterait continuer à collaborer avec l'équipe de Liga. Une double-casquette pour le Portugais, qui ne chômera pas cet été. La signature n'a pas été encore officialisée par

le PSG, mais ce ne serait plus qu'une question de jours. Passé par l'AS Monaco ou encore par le LOSC et proche de la famille de Kylian Mbappé, Luis Campos débarque à Paris pour occuper le rôle de conseiller sportif du président Nasser Al-Khelaïfi. Concrètement, il sera en charge du recrutement estival et sera épaulé par son compatriote Antero Henrique. Mais le Portugais pourrait arborer une double-casquette la saison prochaine.

### CAMPOS SOUHAITERAIT RESTER AUSSI AU CELTA VIGO

Selon les informations de Marca, Luis Campos n'aurait pas rompu son contrat avec le Celta Vigo, club où il est arrivé en mars dernier pour occuper le rôle de conseiller sportif externe. Le responsable n'aurait pas l'intention d'arrêter sa collaboration avec le club espagnol, malgré son arrivée au PSG. Il pourrait cumuler les deux postes la saison prochaine, même si la formation de Liga aimerait qu'il soit pleinement impliqué dans la vie de la formation. Ces derniers jours, Campos aurait participé à plusieurs réunions de travail au Celta Vigo et assisté à plusieurs matches.

Source : le10sport





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Un collègue peut être absent. Il faut réagir rapidement. Vous devez le remplacer au pied levé. Une nouvelle méthode de travail peut être adoptée rapidement. Vous devez assimiler une nouvelle technique de travail. Pensez à vous accorder une grande pause !

Le train de vie actuel continue de peser. Vous limitez les frais inutiles. Le règlement de vos charges oblige à rester près du budget. Calculez votre trésorerie au plus juste ! Les dépenses concernent des paiements oubliés ou une facture majorée.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Si vous êtes à la recherche d'un emploi, vous recevrez enfin une proposition qui tiendra réellement la route. Le début de votre embauche sera imminent. Si vous êtes en poste, vous travaillerez dans une ambiance coopérative avec vos collègues.

Si on vous doit de l'argent, misez sur la ténacité. Vous risquerez en effet d'avoir affaire à un débiteur récalcitrant. Autre point qui fâchera avec Vénus rétrograde qui vous fera manquer de régularité dans vos paiements avec des frais qui s'ajouteront.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes épaulé par votre hiérarchie, d'ailleurs, on vous laisse prendre certaines responsabilités, vous êtes le maillon fort. On attend de vous le meilleur, mais vous avez peur de faire des erreurs. Rassurez-vous, les astres veillent. Tout va bien et même très bien du côté de vos finances, vous êtes très satisfait des efforts que vous avez fournis, vos comptes grossissent. Il ne reste plus qu'à continuer. Aujourd'hui, vous touchez une prime inattendue, c'est idéal !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Il y aura quelques modifications dans votre secteur d'activité, mais le plus souvent très mineures. Vous vous y adapterez parce que vous le voudrez bien et qu'elles ne vous ennuièrent pas trop. Vous parviendrez à endosser la casquette du multitâche.

La rétrogradation de Saturne dans votre secteur VIII compliquera une démarche pécuniaire. Une administration ou un organisme financier pourrait bloquer votre dossier ou votre demande. Pour obtenir un avancement dans son traitement, vous devrez insister.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Votre créativité participe à un projet. Grâce à cette étape, vous évoluez. Ces tâches sont un test pour gravir les échelons. Un poste mieux placé se profile ! Vous avez l'intention de faire valoir vos compétences. Dans l'entreprise, on vous remarque.

Vous adorez plaire et les vêtements sont votre péché mignon ! Ils peuvent représenter une petite partie du budget. Les grandes économies ne sont pas possibles. Vous pouvez choisir entre plusieurs achats pour limiter des frais. Réfléchissez avant de payer !



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez l'art de mettre tout le monde d'accord, de motiver vos collègues, de remonter le moral à vos collaborateurs. Grâce à votre optimisme et bienveillance, vous serez apprécié et vous travaillerez avec un bon esprit d'équipe, malgré les difficultés.

Vous serez beaucoup plus combatif si vous devez récupérer une somme d'argent. Mercure vous aidera à trouver les bons arguments pour éviter que ce litige se traduise devant la justice. Vous serez entendu, puisque vous recevrez un virement immédiat.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Méfiez-vous de la concurrence, elle peut être rude, vous allez devoir ruser. Vous n'êtes pas seul sur le marché, à vous de savoir vous démarquer des autres et de faire valoir vos compétences. Si vous cherchez un nouveau job, vous avez vos chances.

Certaines de nos chères planètes vous incitent à dépenser votre argent, mais malgré tout, vous avez la tête sur les épaules. Achats compulsifs, cadeaux pour les enfants, vous savez que vous devez faire attention à ne pas dépasser votre budget.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'aurez que peu de temps pour boucler vos dossiers. Mais vous y parviendrez, car vous aurez une grande concentration. Vous ne vous laisserez pas distraire par les blagues de vos collègues, quitte à passer pour un empêchement de tourner en rond.

Votre débrouillardise vous donnera accès à des pistes inexplorées et vous ouvrira des portes pour gagner de l'argent. Votre détermination vous permettra de réaliser de bonnes affaires. Vous solderez le passif. Votre situation financière se stabilisera.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars et Neptune en Poissons sèment un désordre dans votre service. La démission d'un chef impacte votre méthode de travail. Vous manquez d'informations pour vos tâches. Vous êtes fatigué par le découragement ! Cette ambiance étrange commence dès le matin !

Peindre ou créer peut vous attirer. Mais des frais sont à venir. Ils ne sont pas très importants. Vous pouvez être serein. Vos revenus sont suffisants pour supporter les charges actuelles. Faites-vous plaisir sans tarder. Cependant, restez modéré !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

L'absence de certains collègues vous amènera à travailler avec leurs remplaçants. On pourrait vous demander de former, d'expliquer le fonctionnement de l'activité. Le Soleil en Gémeaux vous donnera de l'aisance dès qu'il faudra communiquer.

Vous ne pourrez plus laisser entendre que tout ira pour le mieux alors que le bateau prendra l'eau. En regardant la réalité en face et en vous remettant en question, vous trouverez d'autres solutions pour améliorer votre situation financière.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

La journée n'est pas si sereine. Au travail, des petits accrochages avec vos collègues de bureau sont prévisibles. Imprévus, désaccords, vous jonglez avec une multitude d'événements, cependant vous vous en sortez très bien. Vous êtes courageux.

Vous avez des difficultés à récupérer de l'argent que vous avez prêté, pourtant vous y mettez toute la bonne volonté du monde, mais rien n'y fait. On vous mène en bateau. Il faut trouver une vraie solution. Vous décidez d'agir différemment.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez du boulot, mais vous aurez du mal à vous concentrer. Votre manque d'attention vous occasionnera du retard dans le suivi de vos tâches. Vous essuieriez quelques reproches, mais vous refuserez de porter la responsabilité de ces contretemps.

La rétrogradation de Jupiter ne vous permettra pas de toucher cette somme à la date prévue. Il y aura du retard, à cause d'un encombrement des dossiers et le vôtre ne passera pas en priorité. Vous devrez serrer les cordons de la bourse.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français  
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika  
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis Teli à la rencontre de "Sira" à djaz Anka Wuli Mali V  
"Au sein des équipes communales de lutte contre le choléra"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul  
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA  
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA  
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali  
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga  
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com